

[Texte]

as others. The counsel for the women who are the victims are not the ones who are at the benches; they are in the background advising and assisting. But I know that through NAWL and LEAF and other groups you will have that connection.

One of the things I want to ask you about is mandatory education for the police. Regarding mandatory education for judges, Dawn said that the voluntary program is not working. We have been pushing on this in the House in relation to gun control and in relation to other matters. I am wondering if your organization is looking at any kind of a particular thrust at going after judges and police associations, trying, for want of a better word, to embarrass them into this kind of education.

Ms Rebeck: We have been focusing a lot of our energy in the last number of months—well, since I was elected president—to make sure that what happened on December 6 happened; that is, that there was the kind of commemoration that occurred. Now we are going to turn our attention to the broader campaign on violence against women, and certainly the issue of mandatory education is a critical one, one that is probably appropriate for NAC to take on. A lot of our member groups are doing this work. Our role is to raise the issues on the national level and in the media.

When we say that sexism is underneath the problem of violence against women, clearly all of our institutions reflect that sexism, particularly our judicial institutions. In the case of the police, given the male domination of that profession, they are likely to be worse than the average professional in terms of sexist attitudes because there are so few women there. And in the case of judges, because of age and gender. . . The justice system is starting to change in this regard with lawyers, but it is not changing very rapidly in terms of police and judges. What we have to look at is getting more women into these professions.

Yesterday Justice Allen Linden suggested having judges who are not lawyers. I think that is an interesting idea. I know the Ontario government is trying to find women judges, and given the rules for who can be judges, they are having a hard time.

Similarly, I believe the only way we will have real affirmative action with police is to start looking at a different way of policing; not having such a militant police force but having a police force based more on community relations, similar to what is in some European countries.

There are some very profound questions we have to look at in terms of not only mandatory education of the police and the judges who are there but how we are going to get more women. Our experience is that having more women in these professions helps to sensitize them. So, yes, that is definitely something we will be looking at further.

[Traduction]

aussi, dont le travail n'est parfois pas aussi évident que d'autres. Les conseillères des femmes qui sont victimes d'agression sexuelle ne sont pas les juges; elles travaillent à l'arrière-scène, elles les conseillent et les aident. Mais je sais que l'ANFD, le FAEJ et d'autres groupes permettront d'établir ce lien.

J'ai une question à vous poser au sujet de la formation obligatoire pour les policiers. Dawn nous a dit que le programme volontaire à l'intention des juges ne marche pas. Nous avons beaucoup insisté à cet égard à la Chambre, dans le contexte du contrôle des armes et de certaines autres questions. Votre association envisage-t-elle quelque chose à l'égard des juges et des policiers, pour tenter de les forcer, en quelque sorte, à suivre cette formation?

Mme Rebeck: Au cours des quelques derniers mois, nous avons mis beaucoup d'énergie—depuis que j'ai été élue présidente, en tous cas—à faire en sorte que l'on se souvienne de ce qui est arrivé le 6 décembre, comme on l'a fait cette année. Maintenant, nous allons diriger notre attention sur une campagne plus vaste à l'égard de la violence faite aux femmes, et la question de la formation obligatoire en fera sûrement partie, car elle est critique. Il convient probablement que la CAN s'y attaque. De nombreux groupes faisant partie de notre association le font déjà. Notre rôle est d'amener la question sur la scène nationale et dans les médias.

Quand nous disons que le sexisme est sous-jacent au problème de la violence faite aux femmes, il est clair que toutes nos institutions reflètent ce sexisme, notamment nos institutions judiciaires. Dans le cas des policiers, compte tenu de la prééminence des hommes dans cette profession, la situation risque probablement d'être pire qu'ailleurs, pour ce qui est des attitudes sexistes, parce qu'il y a tellement peu de femmes dans cette profession. Et, dans le cas des juges, l'âge et le genre. . . Le système judiciaire progresse avec les avocates mais le progrès n'est pas tellement rapide pour ce qui est des policiers et des juges. Nous devons faire en sorte qu'il y ait davantage de femmes dans ces professions.

Hier, le juge Allen Linden a proposé que des gens qui ne sont pas avocats puissent être nommés juges. L'idée me paraît intéressante. Je sais que le gouvernement de l'Ontario essaie de trouver des femmes qu'il pourrait nommer juges, mais les règles qui définissent qui peut être juge lui compliquent la tâche.

Parallèlement, je pense que la seule façon de favoriser l'action positive chez les policiers est d'essayer de trouver une autre façon d'opérer. Il faudrait en venir à une force policière qui ne serait pas aussi militante, mais plutôt axée sur les relations communautaires, à l'image de ce qui existe dans certains pays européens.

Il y a quelques questions très profondes que nous devons résoudre, non seulement en ce qui a trait à la formation obligatoire des policiers et des juges en place, mais aussi à la façon de faire entrer davantage de femmes dans ces professions. Nous savons que davantage de femmes dans une profession aide à sensibiliser le milieu concerné. C'est donc sûrement quelque chose que nous envisageons.